

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
30 décembre 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 29 décembre 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Suite à la lettre de mon prédécesseur en date du 24 septembre 2004 (S/2004/778), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le cinquième rapport que la Malaisie a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe). Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(Signé) Ellen Margrethe Løj



Annexe

**Lettre datée du 22 décembre 2005, adressée
au Président du Comité contre le terrorisme
par le Représentant permanent de la Malaisie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Suite à votre lettre du 29 juillet 2005, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un rapport présentant des informations à jour et compléments d'information sur les mesures prises par le Gouvernement malaisien, à la demande du Comité contre le terrorisme (voir la pièce jointe).

L'Ambassadeur
et Représentant permanent de la Malaisie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Ali **Hamidon**

Pièce jointe*

Mesures prises par la Malaisie depuis la présentation de son dernier rapport au Comité contre le terrorisme

1. Mesures d'application

Efficacité du dispositif de protection des systèmes financiers

1.1 Le Comité contre le terrorisme a pris note, dans le quatrième rapport que la Malaisie lui a transmis, des modifications que celle-ci a apportées au Code pénal et à la loi relative à la répression du blanchiment de capitaux en adoptant respectivement les lois A1210 et A1208.

– **Le Comité souhaiterait recevoir le texte de ces modifications.**

Le texte des lois A1210 et A1208 est reproduit dans l'annexe I.

– **Le Comité souhaiterait également être informé de l'avancement des travaux de mise en conformité de ces textes avec le Code de procédure pénale.**

1. Les modifications suivantes ont été adoptées en 2003 :

1.1 Loi de 2003 portant modification du Code pénal – Érige en infractions autonomes de droit malaisien les actes de terrorisme, le financement de ces actes et la prise d'otages. Certaines modifications viennent également étendre les titres de compétence de la loi malaisienne à ces infractions lorsqu'elles sont commises à l'étranger;

1.2 Loi de 2003 portant modification de la loi de 2001 relative à la répression du blanchiment de capitaux – Permet aux autorités compétentes de surveiller, geler, saisir ou confisquer des fonds destinés à servir à commettre des actes de terrorisme ou produits de tels actes, qu'ils soient d'origine licite ou le produit d'autres infractions principales. La loi de 2001 modifiée permet également au ministre compétent de geler les avoirs des terroristes désignés sur les listes du Conseil de sécurité.

2. Bien qu'ils aient acquis force de loi, ces textes modifiés ne sont pas encore entrés en vigueur, le Parlement n'ayant pas encore adopté les modifications correspondantes au projet de loi de 2004 portant modification du Code de procédure pénale, projet dont une commission restreinte du Parlement est saisie depuis mai 2004.

3. La commission devait remettre son rapport au Parlement en juillet 2005. Toutefois, elle a demandé un report qui lui a été accordé à la même date. En effet, le ministre chargé du projet de loi a souhaité y insérer des propositions de modification au Code de procédure pénale tirées du rapport de la commission chargée de renforcer l'action et l'encadrement de la Police royale malaisienne (juin 2005).

* Les annexes au présent rapport peuvent être consultées auprès du Secrétariat.

4. La commission devrait soumettre son rapport au Parlement en mars 2006, après quoi le projet de loi de 2004 portant modification du Code de procédure pénale devrait être adopté.

1.2 Le Comité souhaiterait recevoir le texte des évaluations mentionnées dans le quatrième rapport de la Malaisie (p. 12).

Les annexes II (A) et II (B) comportent respectivement un résumé du rapport d'évaluation mutuelle sur la Malaisie établi par le Groupe Asie/Pacifique sur le blanchiment de l'argent et un résumé de l'analyse des besoins en formation et en assistance technique de la Malaisie réalisée par la Réunion Asie-Europe.

Efficacité des mesures antiterroristes

Le Comité souhaiterait recevoir un rapport d'activité sur ce qui suit :

1.3 Application de la législation relative aux conventions et protocoles cités dans le quatrième rapport (p. 14 et 15)

1. Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme

Le nouvel article VI.A du Code pénal et de la loi de 2001 contre le blanchiment de capitaux, ainsi que d'autres modifications connexes à cette loi, tendant à donner effet à la Convention, ne sont pas encore entrés en vigueur, le Parlement étant toujours saisi des modifications correspondantes au Code de procédure pénale. L'adhésion à la Convention interviendra dès l'entrée en vigueur de ces modifications.

2. Convention internationale contre la prise d'otages

Le nouvel article 347.A du Code pénal réprimant les infractions à la Convention n'est pas encore entré en vigueur, les modifications correspondantes au Code de procédure pénale étant toujours en instance devant le Parlement. L'adhésion à la Convention interviendra dès l'entrée en vigueur de ces modifications.

3. Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale

Les modifications à la loi de 1984 sur les actes illicites dirigés contre l'aviation, tendant à réprimer les infractions au Protocole, ont pris corps en août 2005 dans la loi de 2005 portant modification de ladite loi. La Malaisie accomplit les formalités nécessaires à la ratification du Protocole.

4. Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime

Les modifications au Code pénal tendant à réprimer les infractions à la Convention qui sont en cours d'élaboration tiennent compte des projets d'amendements à la Convention qui sont en cours de négociation sous les auspices de l'Organisation maritime internationale. L'adhésion à la Convention interviendra dès l'entrée en vigueur de ces modifications.

5. *Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental*

Les modifications au Code pénal tendant à réprimer les infractions à la Convention qui sont en cours d'élaboration tiennent compte des projets d'amendements à la Convention qui sont en cours de négociation sous les auspices de l'Organisation maritime internationale. L'adhésion à la Convention interviendra dès l'entrée en vigueur des modifications en question.

6. *Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection*

Les modifications à la loi sur les explosifs de 1957 devaient être présentées à la session parlementaire de septembre 2005. L'adhésion à la Convention interviendra dès l'entrée en vigueur de ces modifications.

7. *Convention sur la protection physique des matières nucléaires*

Les modifications à la loi de 1984 sur les licences concernant l'énergie atomique qui sont en cours d'élaboration tiennent compte des amendements apportés à la Convention en juillet 2005. L'adhésion à la Convention interviendra dès l'entrée en vigueur des modifications en question.

Intention de la Malaisie d'adhérer aux sept autres conventions et protocoles relatifs à la lutte contre le terrorisme

1. Ayant donné son accord pour l'adhésion de la Malaisie aux autres conventions et protocoles relatifs à la lutte contre le terrorisme, le Gouvernement malaisien accomplit les formalités législatives et administratives nécessaires à cette fin.

2. Ayant en outre signé le 16 septembre 2005 la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, la Malaisie accomplira les formalités législatives et administratives nécessaires à la ratification de ce texte.

1.4 La Malaisie a-t-elle formé ses autorités administratives, ses services d'enquête, ses parquets et ses tribunaux à l'application des lois dans les domaines suivants :

- **Formes et tendances des méthodes et techniques de financement du terrorisme;**
- **Techniques de dépistage des biens et fonds d'origine criminelle?**

L'annexe III comporte un tableau qui présente en détail les programmes de formation existants dans les deux domaines ci-dessus.

1.5 La Malaisie a-t-elle un programme de protection des témoins? Dans l'affirmative, le Comité souhaiterait obtenir tous renseignements utiles concernant ce programme. Dans la négative, il souhaiterait connaître les mesures prises pour cultiver des informateurs dans le cadre de la prévention du terrorisme.

1. À l'heure actuelle, il n'existe pas de programme officiel de protection des témoins en Malaisie. Cependant, en 2003, il a été proposé d'en instituer un et le Ministère de la sécurité intérieure, en collaboration avec la Police royale

malaisienne et la Division des affaires juridiques du Cabinet du Premier Ministre, a organisé des voyages d'étude et formulé diverses propositions dans ce sens. La question demeure aujourd'hui à l'étude.

2. L'absence de programme officiel ne signifie toutefois pas qu'il n'existe aucune disposition pour la protection des témoins :

2.1 Le Code pénal et la loi de 1947 sur l'enlèvement et l'intimidation des témoins répriment notamment la subornation de témoins;

2.2 La Police royale malaisienne, les Douanes royales malaisiennes, l'Agence de lutte contre la corruption et les autres organes d'application des lois ont également à leur disposition des mesures administratives visant à protéger les témoins.

Efficacité des contrôles douaniers, à l'immigration et aux frontières

1.6 Compte tenu des paragraphes 3, alinéa a) et 4 de la résolution, veuillez indiquer les restrictions que la loi de 1988 sur le système douanier impose en matière d'importation et d'exportation d'articles dangereux, toxiques ou à risque tels que les armes à feu, les produits chimiques et les armements.

1. Toutes les marchandises importées en Malaisie ou exportées de ce pays doivent être déclarées aux Douanes royales malaisiennes. En vertu de l'article 31, alinéa 1) de la loi de 1967 sur les douanes, le Ministre peut invoquer des raisons économiques, sociales ou de sécurité pour subordonner l'importation ou l'exportation de biens à l'obtention d'une licence ou aux dispositions des décrets de 1998 portant interdiction à l'importation et à l'exportation. Les Douanes royales malaisiennes sont chargées de veiller à ce que les biens concernés répondent aux dispositions de ces décrets.

2. S'agissant des armes à feu et armements, l'importation et l'exportation en sont subordonnées à l'obtention d'un permis délivré par la Police royale malaisienne, qui procède à l'inspection des biens et au contrôle de l'usage auquel ils sont destinés.

3. L'importation et l'exportation de certains produits chimiques sont soumises à licence délivrée par le Ministère de la santé.

1.7 Le Comité souhaiterait des précisions sur la technique d'évaluation des risques mise au point par les Douanes royales malaisiennes pour inspecter toutes les marchandises à l'arrivée ou au départ. Cette technique a-t-elle permis de déceler plus d'infractions aux lois malaisiennes, en particulier aux lois de prévention du terrorisme?

1. La technique d'évaluation des risques appliquée par les Douanes royales malaisiennes consiste dans la sélection et le ciblage sur la base d'informations collectées et partagées avec d'autres organes chargés d'assurer le respect des lois. Elle permet de concilier les impératifs de la promotion du commerce et de l'application des lois.

2. Cette technique a permis de prévenir le trafic de marchandises entrant dans la catégorie des articles de contrebande aux termes de la loi malaisienne, (stupéfiants, alcools prohibés, appareils électriques, etc.). Aucune marchandise ayant un lien avec des activités terroristes n'a toutefois été signalée à ce jour.

1.8 Dans son quatrième rapport au Comité, la Malaisie fait remarquer qu'elle utilise des scanners non intrusifs pour faciliter l'inspection des marchandises dans les principaux ports. Veuillez donner des précisions sur la procédure de détection et indiquer les autres mesures envisageables.

1. Les scanners sont installés aux points d'entrée et de sortie de certains ports. Les méthodes de détection fondées sur la sélection et le ciblage, consistent à faire passer les marchandises suspectes (qui se trouvent dans des conteneurs) devant les scanners avant de les faire inspecter physiquement par des agents des Douanes royales malaisiennes. Les marchandises illicites (marchandises de contrebande ou autres) sont confisquées.

1.9 Le Comité souhaiterait savoir ce qu'il en est de l'initiative visant à mettre en place des dispositifs de détection et de contrôle des radiations, évoquée dans le quatrième rapport (p. 18). La Malaisie s'est-elle procuré ces dispositifs? Comment vont-ils être mis en service?

1. La Malaisie n'a pas encore pu se procurer les dispositifs de détection et de contrôle des radiations en raison de contraintes budgétaires. Néanmoins, elle a commencé à former les agents des Douanes royales et de la Police royale malaisiennes à la radioprotection et à les sensibiliser, en collaboration avec le Conseil malaisien des licences en matière d'énergie nucléaire et l'Institut malaisien des techniques nucléaires. Avec l'aide de l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Conseil des licences a notamment organisé du 27 juin au 1^{er} juillet 2005 un cours pilote de formation à l'inspection, à la détection et à l'identification des matières nucléaires et radioactives aux frontières internationales.

1.10 La Malaisie a-t-elle mis en application les normes communes de l'Organisation mondiale des douanes relatives aux systèmes électroniques de notification et à la promotion de la sécurité dans la chaîne d'approvisionnement?

1. La Malaisie a mis en application les normes de l'Organisation mondiale des douanes en ce qui concerne les systèmes électroniques de notification et signalé à cette dernière qu'elle avait l'intention d'appliquer celles touchant la promotion de la sécurité dans la chaîne d'approvisionnement, ce qu'elle commence à faire.

1.11 Les services des douanes et de l'immigration sont-ils des entités distinctes en Malaisie? Dans quelle mesure coordonnent-ils leurs activités et partagent-ils des informations?

1. Les Douanes royales malaisiennes et le Département de l'immigration sont deux administrations distinctes qui dépendent respectivement du Ministère des finances et du Ministère de l'intérieur. Elles partagent entre elles des renseignements sur les activités de contrebande et de trafic qui sont mises au jour, notamment des renseignements personnels tels que le nom, la date de naissance et l'adresse des trafiquants, et d'autres renseignements relatifs à leurs déplacements et à leurs relations avec d'autres criminels. Le Département de l'immigration tient en outre une liste d'individus recherchés ou suspects.

2. Les Douanes royales malaisiennes et le Département de l'immigration entretiennent une collaboration très étroite. Les deux administrations affectent chacune des agents à chaque point d'entrée dans le pays. Elles coordonnent leurs activités dans le cadre des opérations qu'elles mènent et des inspections qu'elles

effectuent aux points d'entrée. Des unités de prévention de la contrebande ont été constituées à cet effet.

1.12 S'agissant des vols internationaux, la Malaisie compare-t-elle les renseignements figurant dans les manifestes passagers avec ceux qui sont enregistrés dans les bases de données des services de répression du terrorisme, de façon à contrôler les passagers avant leur arrivée?

1. La Malaisie procède actuellement à la mise en service du système de renseignements préalables concernant les voyageurs, par l'intermédiaire de son ministère de l'intérieur. Le Gouvernement malaisien a reçu à cet effet des devis de la part d'entreprises locales. Bien que le pays n'ait pas un tel système, d'autres dispositifs, comme celui que le Département de l'immigration utilise pour les suspects, servent à contrôler les passagers avant leur arrivée en comparant les renseignements qui les concernent avec ceux qui figurent dans les bases de données des services de répression du terrorisme. Ainsi, tout individu dont le nom apparaît dans l'une de ces bases n'a pas le droit d'entrer en Malaisie.

1.13 Le Comité a constaté que les nouvelles cartes d'identité et les nouveaux passeports malaisiens étaient pourvus d'une carte à puce. La Malaisie gère-t-elle une base de données des cartes d'identité et des passeports perdus ou volés? Dans l'affirmative, partage-t-elle régulièrement ces données avec d'autres États?

1. La Malaisie enregistre dans une base de données centrale tous les passeports qu'elle délivre aux individus qui peuvent y prétendre. Les passeports déclarés perdus ou volés et les passeports renouvelés y figurent. L'utilisation abusive par un tiers d'un passeport déclaré perdu ou volé peut ainsi être décelée par le Département de l'immigration. La Malaisie fait également partie des pays qui enrichissent la base de données d'Interpol en signalant les documents de voyage perdus ou volés.

1.14 La Malaisie autorise-t-elle les non-résidents à changer de nom? Dans l'affirmative, comment les identifie-t-elle (au moyen d'empreintes digitales, de données biométriques ou de clichés, par exemple)?

1. La Malaisie n'autorise pas les non-résidents à changer de nom.

Efficacité de la coopération internationale en matière pénale

1.15 Le Comité souhaiterait savoir combien de commissions rogatoires la Malaisie a adressées ou reçues ces dernières années et combien d'entre elles ont été exécutées.

1. En 2004 et 2005, la Malaisie a délivré une commission rogatoire qui n'a pas été exécutée. Elle en a par ailleurs reçu deux et exécuté une.

2. La Malaisie pratique généralement l'entraide judiciaire en matière pénale en vertu de :

2.1 La loi de 2002 sur l'entraide en matière pénale, s'agissant de toutes les infractions graves;

2.2 La loi de 1988 sur les drogues dangereuses, chapitre VII (confiscation), s'agissant des affaires liées à la toxicomanie.

3. Le Procureur général est l'autorité centrale habilitée à émettre et à recevoir toutes demandes d'entraide en matière pénale en vertu de la loi de 2002, celles relevant de la loi de 1988 étant du ressort de l'Inspecteur général de la police.

4. La loi de 2002 subordonne la fourniture d'assistance à l'existence d'un traité. En l'absence de traité, l'assistance peut être prêtée si le ministre compétent autorise, par directive spéciale, le recours à la loi de 2002 pour donner suite à telle demande.

5. Depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2002 sur l'entraide en matière pénale le 1^{er} mai 2003, la Malaisie a adressé trois demandes à d'autres États, auxquelles il a été donné suite. Elle a par ailleurs reçu 22 demandes d'États qui ne lui sont pas liés par un traité. Elle a donné suite à huit de ces demandes selon la procédure de la directive spéciale, les 14 restantes étant en instance. L'une des demandes, présentée sous forme de commission rogatoire, est traitée avec le consentement de l'État requérant, comme une demande d'entraide judiciaire sous l'emprise de la loi de 2002. À ce jour, aucune demande d'entraide sur le fondement de cette loi n'a été rejetée.

6. La Malaisie privilégie le mécanisme de l'entraide judiciaire en matière pénale, qui est plus simple, plus rapide et plus direct que celui des commissions rogatoires et peut en outre être emprunté au stade de l'instruction, à la différence de celles-ci.

1.16 La Malaisie a-t-elle adressé ou reçu des demandes d'extradition? Dans l'affirmative, veuillez indiquer combien de demandes ont été acceptées ou rejetées et pour quels motifs.

1. En matière d'extradition, la Malaisie demande et fournit une aide en vertu de la loi de 1992 sur l'extradition, aux termes de laquelle le Ministre de la sécurité intérieure est l'autorité centrale chargée de recevoir ou d'émettre des demandes, à moins qu'un traité d'extradition bilatéral n'en dispose autrement. Il en est ainsi des traités d'extradition avec les États-Unis et la Région administrative spéciale de Hong Kong, qui donnent cette qualité à l'Attorney General. Toutes les demandes faites en vertu de traités bilatéraux sont toutefois examinées en consultation avec le Ministère de la sécurité intérieure.

2. La loi de 1992 subordonne l'assistance à l'existence d'un traité. En l'absence de traité, l'assistance peut néanmoins être prêtée si le ministre responsable des criminels recherchés (c'est-à-dire le Ministre de la sécurité intérieure) autorise, par directive spéciale, le recours à la loi de 1992 pour donner suite à telle demande.

3. De 2002 à 2005, la Malaisie n'a adressé aucune demande d'extradition à un autre État. Durant cette même période, elle en a reçu 12, dont 4 émanant d'États auxquels elle est liée par un traité et 8 d'États auxquels elle n'est liée par aucun traité. Elle a donné suite à 3 demandes, les 9 restantes étant en instance.

4. À ce jour, aucune demande d'extradition faite en vertu de la loi de 1992 n'a été rejetée. Le traitement de certaines demandes a cependant été retardé en raison de vices de forme ou de défaut d'information. En pareil cas, la Malaisie demande des compléments d'information avant de se prononcer.

Efficacité des mesures de contrôle visant à empêcher les terroristes de se procurer des armes

1.17 En ce qui concerne la loi sur les armes, le Comité demande des précisions sur les types d'armes à feu autorisés pour usage individuel, le nombre d'exemplaires autorisé par type et les éventuelles exceptions à ces dispositions.

1. Les types d'armes à feu autorisés pour usage individuel sont les suivants : pistolets, revolvers, fusils de chasse, fusils à pompe, rifles, armes à air comprimé et fusils de pêche sous-marine. Pour plus de détails, voir l'article 2 de la loi sur les armes de 1960.

2. Le nombre d'exemplaires autorisé par type d'arme pour usage individuel est déterminé au cas par cas selon des directives et critères fondés sur les besoins et les motifs de l'utilisateur.

3. Il peut être dérogé à ces dispositions à l'occasion d'expositions (Defense Services Asia Exhibition ou Langkawi International Maritime and Aviation Exhibition, par exemple). D'autres cas de dispense de licence ou de permis sont également prévus à l'article 6 de la loi de 1960 et dans l'article 60, lequel confère au ministre le pouvoir de dérogation, en particulier dans le contexte d'une exposition. Voir également les articles 3.2, 5.1 a), 5.1 b) et 58 de la loi.

4. Les dispositions pertinentes de la loi de 1960 figurent dans l'**annexe IV**.

1.18 En ce qui concerne la législation relative aux substances radiologiques, le Comité demande des précisions sur les procédures de déclaration et de vérification mises en place pour détecter les pertes ou vols de matières nucléaires ou radiologiques, la réglementation s'appliquant aux matières radiologiques et les mesures prises pour veiller au respect des obligations de déclaration.

1. La réglementation applicable aux matières nucléaires consiste dans les dispositions suivantes de la loi de 1984 sur les licences concernant l'énergie atomique (*Atomic Energy Licensing Act*) :

1.1 L'article 12.1 fait obligation à toute personne qui fait commerce de matières radioactives ou nucléaires, possède ou enlève ces matières d'obtenir une licence;

1.2 L'article 20 fait obligation à toute personne qui possède ou contrôle des matières radioactives ou nucléaires sous licence de les déclarer;

1.3 L'article 21 stipule que toute vente de matières radioactives ou nucléaires doit être déclarée au Conseil des licences en matière d'énergie nucléaire.

2. Les dispositions relatives aux déclarations de vol ou de perte sont énoncées dans la disposition 53 de la réglementation de 1988 sur la protection contre les radiations (normes de base en matière de sécurité) :

2.1 « 53.1 Tout titulaire d'une licence qui constate le vol ou la perte d'une matière radioactive, d'une matière nucléaire, d'une substance cataloguée ou d'un appareil d'irradiation en sa possession ou sous son contrôle, doit :

a) En informer l'autorité compétente dans les 24 heures qui suivent;

b) Adresser à celle-ci un rapport détaillé sur les circonstances du vol ou de la perte dans les 30 jours qui suivent. »

2.2 « 53.2 Le rapport à adresser en vertu de la disposition 53.1 b) ci-dessus doit comporter les éléments d'information suivants :

a) Une description de la matière, de la substance ou de l'appareil sous licence volé(e) ou perdu(e), le type, la quantité et les caractéristiques chimiques et physiques, le cas échéant étant précisés;

b) Une description des circonstances du vol ou de la perte;

c) Le lieu où se trouve ou peut se trouver la matière, la substance ou l'appareil;

d) L'irradiation à laquelle des individus ont pu être exposés, les circonstances dans lesquelles celle-ci a pu avoir lieu et l'ampleur du risque pour la population civile;

e) Les mesures prises ou envisagées pour recouvrer la matière, la substance ou l'appareil;

f) Les procédures ou mesures adoptées ou envisagées pour éviter qu'un tel incident se reproduise;

g) Toutes autres informations utiles. »

3. Les mesures d'application sont les suivantes :

3.1 La détention ou la vente d'une matière, d'une substance ou d'un appareil doit obligatoirement être déclarée au Conseil des licences en matière d'énergie nucléaire;

3.2 Une base de données sur les rayonnements ionisants et les activités liées à l'énergie atomique est périodiquement mise à jour. Cette base comporte des données sur l'importation, l'exportation, le transit et le recensement des matières radioactives, des matières nucléaires et des appareils d'irradiation, ainsi que sur leur emplacement et l'élimination des matières radioactives;

3.3 Le transport, l'importation, l'exportation, le transit ou l'enlèvement des matières radioactives ou nucléaires sont soumises à autorisation;

3.4 Inspections ordinaires et inopinées menées sur la base d'informations;

3.5 Inspections, recherches et saisies effectuées par suite de plaintes;

3.6 Enquêtes et poursuites en cas de non-respect des obligations.

1.19 Le Comité souhaiterait être informé de l'état d'avancement de l'initiative Mega Ports. L'étude a-t-elle été achevée? Dans l'affirmative, veuillez en indiquer les conclusions et recommandations; dans la négative, veuillez indiquer quand elle devrait s'achever.

Le 20 avril 2005, le Gouvernement malaisien a accepté la proposition de mise en œuvre de cette initiative. Toutefois, pour y donner suite, la Malaisie doit signer un mémorandum d'accord avec les États-Unis. Les Douanes royales malaisiennes sont en train d'en arrêter le texte.